



CHAPITRE 82

Loi modifiant le Code municipal

[Sanctionnée le 27 juin 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

C.m., a.
44, mod.

1. L'article 44 du Code municipal est modifié par l'addition, après le premier alinéa, des alinéas suivants :

« Aux fins de la détermination d'un droit que confèrent les articles 226, 243, 244 et 244a, toute période pendant laquelle, avant l'annexion, une personne a satisfait aux exigences de ces articles dans le territoire annexé, vaut comme si elle s'était écoulée depuis son début dans la municipalité annexante, si elle est encore en cours au moment de cette annexion et aussi longtemps qu'elle se continue dans cette municipalité annexante.

Le deuxième alinéa s'applique aussi dans le cas d'un candidat, du conjoint d'un candidat ou d'un électeur à l'égard duquel une annexion ayant pris effet avant le 27 juin 1975 aurait autrement interrompu la période au cours de laquelle ces personnes devaient satisfaire aux exigences de ces articles dans une même municipalité aux fins d'une élection tenue après cette date. »

Id., chap.
IIa, a.
49a, aj.

2. Ledit code est modifié par l'addition, après l'article 49, du chapitre et de l'article suivants :

« CHAPITRE DEUXIÈME A

« **49a.** Le conseil d'une corporation de village ou de campagne peut adopter un règlement pour annexer un territoire qui

CHAPITRE 82

An Act to amend the Municipal Code

[Assented to 27 June 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows :

1. Article 44 of the Municipal Code is amended by adding, after the first paragraph, the following :

“For the purposes of determining a right conferred by article 226, 243, 244 or 244a, any period during which a person meets the requirements of such article in the annexed territory before the annexation, is considered a period spent in the annexing municipality from the beginning, if it is still running at the time of the annexation and as long as it continues in such annexing municipality.

The second paragraph also applies in the case of a candidate, the consort of a candidate or an elector in respect of whom an annexation effective before 27 June 1975 would otherwise have interrupted the period during which such person had to meet the requirements of such articles in one and the same municipality for the purposes of an election held after such date.”

2. The said Code is amended by adding, after article 49, the following chapter and article :

Id., Ch.
Second A,
a. 49a,
added.

“CHAPTER SECOND A

“**49a.** The council of a village or rural corporation may pass a by-law to annex a territory which has been detached from it

a été détaché du sien par annexion à une municipalité de cité ou de ville.

Ce règlement ne peut être adopté qu'entre le douzième et le vingt-quatrième mois de la date de l'annexion et sur présentation à ce conseil d'une requête de la majorité des personnes intéressées au sens de l'article 38 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

Ce règlement, accompagné des autres documents requis par la loi pour une annexion, doit être adressé au ministre des affaires municipales qui doit demander à la Commission municipale du Québec de tenir une enquête publique dans le but de s'enquérir de l'opportunité de l'annexion projetée et de lui faire rapport.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver le règlement d'annexion, avec ou sans modification, à la recommandation du ministre des affaires municipales après réception par celui-ci du rapport de la Commission.

Le ministre des affaires municipales donne avis, publié dans la *Cazette officielle du Québec*, que tel règlement a été approuvé, et ce règlement entre en vigueur à compter de la date de la publication de cet avis ou à toute autre date ultérieure.

Cet avis contient une désignation précise du territoire à annexer. »

C.m., a.
77, mod.

3. L'article 77 dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session) et l'article 3 du chapitre 86 des lois de 1968 et modifié par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Pour le calcul de la rémunération, le chiffre de la population est accru du produit du nombre 1.25 par le nombre de maisons de villégiature situées dans la municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue, tel qu'il apparaît dans un état annuel certifié par le secrétaire-trésorier. La différence entre la rémunération établie selon le critère du chiffre accru de la population et la rémunération de base à laquelle le maire aurait droit sans cet accroissement ne peut cependant excéder \$1,000, ni le montant de la rémunération de base si celle-ci est inférieure à \$1,000. »

by annexation to a city or town municipality.

No such by-law may be passed except between the twelfth and twenty-fourth months from the date of annexation and upon production to such council of a petition by the majority of the persons concerned within the meaning of section 38 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

Such by-law, accompanied with the other documents required by law for an annexation, must be sent to the Minister of Municipal Affairs, who must request the Québec Municipal Commission to hold a public inquiry into the advisability of the proposed annexation and report to him.

The Lieutenant-Governor in Council may approve the annexation by-law, with or without amendment, on the recommendation of the Minister of Municipal Affairs, after the Minister has received the report of the Commission.

The Minister of Municipal Affairs shall give a notice, published in the *Cazette officielle du Québec*, that such by-law has been approved, and such by-law shall come into force from the date of the publication of such notice or on any other later date.

Such notice shall contain a precise description of the territory to be annexed."

3. Article 77 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session) and section 3 of chapter 86 of the statutes of 1968, and amended by section 3 of chapter 81 of the statutes of 1974, is again amended by adding at the end of the first paragraph, the following: "For computing the remuneration, the population figure shall be increased by the product of 1.25 and the number of vacation dwellings situated in the municipality and used intermittently for recreation purposes, as listed in an annual statement certified by the secretary-treasurer. The difference between the remuneration established on the basis of the increased population and the basic remuneration to which the mayor would be entitled without such increase shall not, however, exceed \$1,000, nor shall it exceed the amount of the basic remuneration if that is less than \$1,000."

M.C., a.
77, am.

C.m., a.
81, mod.

4. L'article 81 dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1954/1955, est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « et 249a » par les mots « ,249a et 249e ».

Id., a. 82,
mod.

5. L'article 82 dudit code, remplacé par l'article 2 du chapitre 50 des lois de 1954/1955, est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, du numéro d'article « 249d » par le numéro d'article « 249f ».

Id., a. 89,
mod.

6. L'article 89 dudit code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le conseil nomme parmi ses membres un préfet suppléant, lequel, en l'absence du préfet ou pendant que la charge est vacante, remplit les fonctions de préfet, avec tous les privilèges, droits et obligations y attachés. »

Id., a. 93,
mod.

7. L'article 93 dudit code, modifié par l'article 18 du chapitre 20 des lois de 1917/1918, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot « municipalité, » par ce qui suit : « municipalité où il n'y a pas de préfet suppléant, ».

Id., sec.
IA, aa.
93a-93e,
aj.

8. Ledit code est modifié par l'addition, après l'article 93, de la section et des articles suivants :

« SECTION I A

« DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COMTÉ

« **93a.** Le conseil de comté peut, par règlement, constituer un comité administratif composé du préfet, du préfet suppléant et d'au plus trois autres membres du conseil.

Le conseil nomme, par résolution, les membres du comité administratif selon le nombre indiqué au règlement.

La majorité de ses membres forme le quorum du comité.

« **93b.** Le conseil peut, par règlement adopté au vote affirmatif des deux-tiers de ses membres, déléguer au comité adminis-

M.C., a
81, am.

4. Article 81 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 50 of the statutes of 1954/1955, is amended by replacing the words "and 249a" in the last line by the words ",249a and 249e".

Id., a 82,
am.

5. Article 82 of the said Code, replaced by section 2 of chapter 50 of the statutes of 1954/1955, is amended by replacing article number "249d" in the last line by article number "249f".

Id., a. 89,
am.

6. Article 89 of the said Code is amended by adding, at the end, the following paragraph :

"The council shall appoint, from among its members, a deputy warden who, when the warden is absent or the office is vacant, shall perform the duties of warden with every privilege, right and obligation attaching thereto."

Id., a. 93,
am.

7. Article 93 of the said Code, amended by section 18 of chapter 20 of the statutes of 1917/1918, is again amended by replacing the word "municipality" in the third line of the first paragraph by the following: "municipality where no deputy warden has been appointed,".

Id., Sec.
IA, aa.
93a-93e,
added.

8. The said Code is amended by adding, after article 93, the following section and articles :

"SECTION I A

"COUNTY EXECUTIVE COMMITTEE

"**93a.** The county council may, by by-law, constitute an executive committee composed of the warden, the deputy warden and not more than three other members of the council.

The council shall, by resolution, appoint the members of the executive committee in accordance with the number indicated in the by-law.

A majority of the members of the committee constitutes a quorum.

"**93b.** The council may, by by-law passed by the affirmative vote of two-thirds of its members, delegate to the

tratif l'une quelconque des compétences qu'il est habilité à exercer par résolution.

Toutefois, le conseil ne peut déléguer au comité administratif la nomination et la fixation du traitement d'un employé affecté à un poste dont le titulaire n'est pas un salarié au sens du Code du travail ni l'adjudication d'un contrat dont le montant excède \$3,000.

Les résolutions qu'adopte le comité administratif ont la même vigueur et le même effet que si elles étaient adoptées par le conseil de comté.

« 93c. Le conseil peut, quand bon lui semble, remplacer tout membre du comité administratif qu'il a lui-même désigné.

Il peut aussi, par règlement, à la majorité de ses membres, retirer au comité le tout ou la partie de la délégation qu'il lui a faite en vertu de l'article 93b.

« 93d. Le préfet et en son absence, le préfet suppléant, est d'office président du comité administratif.

Le secrétaire-trésorier du conseil de comté est d'office secrétaire du comité administratif, sauf son incapacité ou son refus, en quels cas le conseil procède à la nomination d'une personne compétente et à la fixation de son traitement.

« 93e. Dans l'exercice de toute compétence qui lui est dévolue par délégation du conseil de comté, le comité administratif est assujéti aux règles du présent code en ce qui concerne la tenue de ses séances et la conduite générale de ses affaires, pour autant que ces règles s'appliquent à ce conseil de comté et qu'elles sont compatibles avec l'application de la présente section. »

C.m., a.
95, mod.

9. L'article 95 dudit code est modifié par le remplacement de la première phrase du second alinéa par ce qui suit :

« Les deux autres délégués sont nommés par le conseil, parmi ses membres, à la session du mois de décembre. »

Id., a.
166, mod.

10. L'article 166 dudit code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

executive committee any of the powers it may exercise by resolution.

However, the council cannot delegate to the executive committee the appointment and fixing of the salary of an employee assigned to a post the holder of which is not an employee within the meaning of the Labour Code nor the awarding of a contract the amount of which exceeds \$3,000.

The resolutions made by the executive committee have the same force and effect as if they were made by the county council.

“93c. The council, when it considers it advisable, may replace any member of the executive committee it has itself designated.

It may also, by by-law passed by a majority of its members, withdraw from the committee all or part of the powers it has delegated to it under article 93b.

“93d. The warden or, when he is absent, the deputy warden is *ex officio* the chairman of the executive committee.

The secretary-treasurer of the county council is *ex officio* the secretary of the executive committee, except if he is incapacitated or he refuses, in which case the council proceeds to the appointment of a competent person and fixes his salary.

“93e. In exercising any power devolved on it by delegation of the county council, the executive committee is subject to the rules of this Code respecting the holding of its sittings and the general conduct of its affairs, inasmuch as such rules apply to such county council and are consistent with the application of this section.”

9. Article 95 of the said Code is amended by replacing the first sentence of the second paragraph by the following:

M.C., a.
95, am.

“The other two delegates are appointed by the council, from among its members, at the sitting held in the month of December.”

10. Article 166 of the said Code is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., a.
166, am.

« **166.** Le secrétaire-trésorier paie, à même les fonds de la corporation, toute somme de deniers dus par elle, chaque fois que, par résolution, il est autorisé à le faire par le conseil ou, si tel cas se présente, par décision du comité administratif d'une corporation de comté. Si la somme à payer n'excède pas vingt-cinq piastres, l'autorisation du chef du conseil suffit. »

“**166.** The secretary-treasurer pays out of the funds of the corporation all sums of money due by it whenever, by resolution, he is authorized to do so by the council or, where such is the case, by a decision of the executive committee of a county corporation. If the sum to be paid does not exceed twenty-five dollars, the authorization of the head of the council is sufficient.”

C.m., a.
171, mod.

11. L'article 171 dudit code, modifié par l'article 8 du chapitre 88 des lois de 1929 et l'article 6 du chapitre 86 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant :

« Le ministre des affaires municipales est autorisé à établir par décret, les honoraires exigibles en vertu du premier alinéa. À compter de la date de ce décret et à l'intérieur du cadre ainsi fixé, le conseil peut exiger le tarif qu'il juge convenable à défaut de quoi la délivrance de ces documents est gratuite. À la demande du conseil, le ministre peut autoriser celui-ci à fixer un tarif comportant des honoraires plus élevés que ceux faisant l'objet du décret. »

11. Article 171 of the said Code, amended by section 8 of chapter 88 of the statutes of 1929 and by section 6 of chapter 86 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

“The Minister of Municipal Affairs is authorized to establish by decree the fees exigible under the first paragraph. From the date of such decree and within the framework so established, the council may require the tariff it considers appropriate, failing which the issue of such documents is free of charge. At the request of the council, the Minister may authorize it to fix a tariff providing fees greater than those established by the decree.”

M.c., a.
171, am.

Id., a.
178a, aj.

12. L'article suivant est ajouté après l'article 178 dudit code :

« **178a.** Sous réserve de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool (1971, chapitre 19), toute corporation locale peut, par résolution, désigner un de ses fonctionnaires ou employés pour détenir, au bénéfice et avantage de la corporation, un permis pour la vente de boissons alcooliques dans tout centre de loisirs ou de récréation ou dans tout lieu public dont elle est propriétaire ou locataire. »

12. The following article is added after article 178 of the said Code:

Id., a.
178a,
added.

“**178a.** Subject to the Liquor Permit Control Commission Act (1971, chapter 19), any local corporation may, by resolution, designate one of its officers or employees to hold, for the benefit and advantage of the corporation, a permit for the sale of alcoholic beverages in any recreation centre or in any public place which it owns or leases.”

Id., a.
226, mod.

13. L'article 226 dudit code, modifié par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1941, remplacé par l'article 7 du chapitre 86 des lois de 1968 et l'article 4 du chapitre 82 des lois de 1969, est modifié :

a) par le retranchement, partout où ils s'y rencontrent, des mots « ou une municipalité contiguë » et « ou dans une municipalité contiguë »;

13. Article 226 of the said Code, amended by section 5 of chapter 69 of the statutes of 1941, replaced by section 7 of chapter 86 of the statutes of 1968 and by section 4 of chapter 82 of the statutes of 1969, is amended:

Id., a.
226, am.

(a) by striking out the words “or in an adjacent municipality” wherever they occur;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Une personne élue légalement membre du conseil d'une municipalité de village ou de campagne selon les dispositions en vigueur avant le 27 juin 1975 et dont la durée de domicile, de résidence ou d'inscription au rôle d'évaluation qui la qualifiait s'est écoulée dans une municipalité contiguë à celle où elle a été élue, conserve sa charge jusqu'à la fin du terme pour lequel elle a été élue, sous réserve des autres dispositions de la loi. »

C.m.,
chap. 1B,
aa. 249e,
249f, aj.

14. Ledit code est modifié par l'addition, après l'article 249d, du chapitre et des articles qui suivent :

« CHAPITRE PREMIER B

« DU TERME DE QUATRE ANS ET DU REMPLACEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL DANS CE CAS

« **249e.** Nonobstant l'article 249a, le conseil peut, par règlement, décréter que la durée des fonctions du maire et des conseillers sera à l'avenir de quatre ans.

Un tel règlement n'a d'effet qu'après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il entre en vigueur à la première élection générale qui suit son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

« **249f.** Lorsqu'un règlement adopté en vertu de l'article 249e est mis en vigueur dans la municipalité, la durée des fonctions des personnes élues lors de la première élection du maire suivant cette entrée en vigueur est de quatre ans.

La durée des fonctions des personnes élues lors de l'élection qui se tient l'année suivante est de trois ans.

La durée des fonctions des personnes élues, le cas échéant, lors de l'élection qui se tient la deuxième année suivante est de deux ans.

Le présent article ne s'applique qu'aux élections tenues à l'époque fixée selon l'article 245, à moins qu'elle ne soit fixée par une loi spéciale. »

Id., a.
256, remp.

15. L'article 256 dudit code est remplacé par le suivant :

(b) by adding, at the end, the following paragraph:

"Every person lawfully elected member of the council of a village or rural municipality in accordance with the provisions in force before 27 June 1975 whose qualifying time of domicile, residence or inscription on the valuation roll was spent in a municipality adjacent to that where he was elected shall remain in office until the end of the term for which he was elected, subject to the other provisions of the law."

14. The said Code is amended by adding, after article 249d, the following chapter and articles:

M.C., Ch.
First B,
aa. 249e,
249f,
added.

"CHAPTER FIRST B

"FOUR-YEAR TERM AND REPLACEMENT OF MEMBERS OF THE COUNCIL IN SUCH CASE

"**249e.** Notwithstanding article 249a, the council may enact by by-law that the term of office of the mayor and councillors shall in future be four years.

Such by-law shall have effect only after it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

It shall come into force at the first general election which follows its approval by the Lieutenant-Governor in Council.

"**249f.** Where a by-law passed under article 249e comes into force in the municipality, the term of office of the persons elected at the first election of the mayor following such coming into force is four years.

The term of office of the persons elected at the election held the following year is three years.

The term of office of the persons elected, if such is the case, at the election held during the second year following is two years.

This article applies only to elections held at the time fixed in accordance with article 245, unless it is fixed by a special act."

15. Article 256 of the said Code is replaced by the following:

Id., a.
256,
replaced.

« **256.** La corporation peut, par résolution de son conseil approuvée par le ministre des affaires municipales, établir et modifier un tarif d'honoraires, de frais et de dépenses payables aux officiers d'élection.

Le ministre des affaires municipales est aussi autorisé à établir un tel tarif qui s'applique en l'absence d'un tarif établi par le conseil. »

“**256.** The corporation may, by resolution of its council approved by the Minister of Municipal Affairs, establish and amend a tariff of fees, costs and disbursements payable to election officers.

The Minister of Municipal Affairs is also authorized to establish such a tariff which shall apply in the absence of a tariff established by the council.”

C.m., a.
266, mod.

16. L'article 266 dudit code, modifié par l'article 5 du chapitre 74 des lois de 1927, l'article 12 du chapitre 88 des lois de 1929 et l'article 1 du chapitre 103 des lois de 1931/1932, est de nouveau modifié par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

« Lorsque, d'après le rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité, celui-ci comprend plus de trois cents électeurs, la votation doit avoir lieu à plus d'un endroit ou plus d'un bureau de votation.

Sans égard au nombre des électeurs, si l'étendue du territoire de la municipalité, dans l'opinion du conseil, rend telle mesure nécessaire, le conseil peut, par règlement, ordonner que la votation aura lieu à plus d'un endroit.

Dans l'un ou l'autre cas prévu aux troisième et quatrième alinéas, la votation a lieu conformément aux dispositions du chapitre Huitième *a* du présent titre.

Lorsqu'il y a lieu de tenir la votation à plus d'un endroit, la décision du président ou le règlement du conseil, selon le cas, doit être adopté en temps utile pour la publication de l'avis prévu à l'article 257. »

Id., a.
313a,
mod.

17. L'article 313a dudit code édicté par l'article 7 du chapitre 74 des lois de 1927, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **313a. 1.** Lorsque, en vertu de l'article 266, la votation a lieu à plus d'un endroit ou bureau de votation, selon le cas, en raison d'un nombre d'électeurs supérieur à trois cents, le président doit diviser le rôle d'évaluation en autant de parties qu'il est nécessaire pour que chacune ne comporte pas plus d'électeurs que ce nombre et établir autant de bureaux de

M.C., a.
266, am.

16. Article 266 of the said Code, amended by section 5 of chapter 74 of the statutes of 1927, by section 12 of chapter 88 of the statutes of 1929 and by section 1 of chapter 103 of the statutes of 1931/1932, is again amended by replacing the third and fourth paragraphs by the following:

“When, according to the valuation roll in force, the municipality contains more than three hundred electors, the voting must be held at more than one place or more than one polling-station.

Regardless of the number of electors, if the extent of the territory of the municipality renders such measure necessary, in the opinion of the council, it may by by-law order the voting held at more than one place.

In either of the cases provided for in the third and fourth paragraphs, voting is held in accordance with the provisions of Chapter Eighth *a* of this title.

When it is necessary to hold the voting at more than one place, the decision of the presiding officer or the by-law of the council, as the case may be, must be adopted in due time for the publication of the notice provided for in section 257.”

Id., a.
313a, am.

17. Article 313a of the said Code, enacted by section 7 of chapter 74 of the statutes of 1927, is amended by replacing paragraph 1 by the following:

“**313a. 1.** When, by virtue of article 266, the voting is held at more than one place or polling-station, as the case may be, for the reason that the number of electors is greater than three hundred, the presiding officer must divide the valuation roll into as many parts as necessary to obtain that no part contains more than such number of electors, and set up as

votation distincts répartis dans le nombre d'endroits déterminé.

Lorsque, en vertu du même article, la votation a lieu à plus d'un endroit en raison de l'étendue de la municipalité, le président de l'élection doit désigner ou établir le nombre d'endroits requis par le conseil, de manière qu'il y ait un nombre aussi égal que possible d'électeurs appelés à voter à chaque endroit, soit à un seul, soit à plusieurs bureaux de votation à l'intérieur de chaque endroit.

Dans tous les cas, chaque endroit et bureau de votation doivent être d'accès facile et ils peuvent être situés dans une même bâtisse ou dans des bâtisses différentes. »

C.m.,
chap. V,
a. 358a,
aj.

18. Le chapitre, l'intitulé et l'article suivants sont ajoutés après l'article 358 dudit code:

« CHAPITRE CINQUIÈME

« DES RÉFÉRENDUMS

« **358a.** De sa propre initiative, la corporation locale peut soumettre aux personnes visées aux articles 243 et 244a toute question pouvant faire l'objet d'une décision du conseil.

La question est définie par résolution du conseil et le vote est pris en nombre seulement, en la manière prescrite aux articles 387a à 387l, *mutatis mutandis*.

La corporation peut aussi exercer ce pouvoir à la demande de vingt personnes visées au premier alinéa et exiger alors, si elle le désire, que les requérants paient la somme qu'elle croit juste pour couvrir les frais de scrutin. »

Id., a.
371, mod.

19. L'article 371 dudit code, modifié par l'article 8 du chapitre 74 des lois de 1927, l'article 2 du chapitre 98 des lois de 1939, l'article 13 du chapitre 77 des lois de 1947 et l'article 11 du chapitre 50 des lois de 1954/1955, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « excéder vingt piastres » par les mots « excéder cent piastres ».

Id., a.
392a,
mod.

20. L'article 392a dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 103 des lois de

many separate polling-stations in the determined number of places.

When, by virtue of the same article, voting is held at more than one place by reason of the extent of the municipality, the officer presiding at the election shall designate or establish the number of places required by the council in such a way that there shall be as equal a number as possible of electors entitled to vote at each place, either at one or at a number of polling-stations within the same place.

In every case, all places and polling-stations must be easy of access and may be situated in the same building or in different buildings."

18. The following chapter, heading M.C., Ch. Fifth, a. 358a, added. and article are added after article 358 of the said Code:

"CHAPTER FIFTH

"REFERENDUMS

"**358a.** The local corporation may, on its own initiative, refer to the persons contemplated in articles 243 and 244a any question which may be the object of a decision by the council.

The question is defined by resolution of the council and the vote is taken in number only in the manner prescribed in articles 387a to 387l, *mutatis mutandis*.

The corporation may also exercise such power upon the petition of twenty persons contemplated in the first paragraph and in such case require, if it so wishes, that the petitioners pay the sum it considers equitable to cover the polling expenses."

19. Article 371 of the said Code, amended by section 8 of chapter 74 of the statutes of 1927, by section 2 of chapter 98 of the statutes of 1939, by section 13 of chapter 77 of the statutes of 1947 and by section 11 of chapter 50 of the statutes of 1954/1955, is again amended by replacing the words "exceed twenty dollars" in the first paragraph by the words "exceed one hundred dollars".

20. Article 392a of the said Code, Id., a. 392a, am. enacted by section 14 of chapter 103 of the

1930, modifié par l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1940, l'article 13 du chapitre 69 des lois de 1941, l'article 4 du chapitre 70 des lois de 1949 et par l'article 10 du chapitre 71 des lois de 1949 et remplacé par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session), est modifié par le remplacement des six derniers alinéas par les suivants:

« Le secrétaire-trésorier doit, dans les douze jours de l'adoption de ce règlement, en donner avis public aux électeurs propriétaires habiles à voter sur ce règlement et le tenir affiché durant au moins cinq jours. Cet avis doit mentionner:

a) le numéro, le titre et l'objet du règlement ainsi que la date de son adoption par le conseil; en outre, lorsque le règlement affecte un secteur ou une zone de la municipalité à l'exclusion de tous les autres ou de quelques autres, l'avis doit clairement décrire le périmètre de ce secteur ou de cette zone en utilisant, pour autant que faire se peut, le nom des rues ou les noms ou numéros des chemins, selon le cas;

b) le droit pour les électeurs propriétaires habiles à voter sur le règlement, de demander au cours d'une assemblée publique convoquée à cet effet, que le règlement fasse l'objet d'un scrutin, le nombre requis de ces personnes pour qu'un scrutin ait lieu et qu'à défaut de ce nombre, le règlement sera réputé approuvé par elles;

c) l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée publique.

Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, entre sept heures et dix heures du soir, aux lieux et jours fixés par le conseil, au plus tard le vingt-cinquième jour suivant l'adoption du règlement et après au moins cinq jours francs suivant la date de publication de l'avis prévu à l'alinéa précédent.

Le secrétaire-trésorier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement d'abrogation ou de modification et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Après l'écoulement de deux heures suivant la lecture du règlement, celui-ci est réputé avoir reçu l'approbation des électeurs propriétaires habiles à voter, à moins que le nombre de ces

statutes of 1930, amended by section 1 of chapter 72 of the statutes of 1940, by section 13 of chapter 69 of the statutes of 1941, section 4 of chapter 70 of the statutes of 1949 and by section 10 of chapter 71 of the statutes of 1949, and replaced by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session), is amended by replacing the last six paragraphs by the following:

"The secretary-treasurer, within the twelve days of the passing of such by-law, shall give public notice thereof to the electors who are property-owners qualified to vote on such by-law and keep it posted up for at least five days. Such notice must mention:

(a) the number, the title and the object of the by-law and the date of its adoption by the council; in addition, when the by-law concerns one sector or zone of the municipality, excluding all or some other zones or sectors, the notice must clearly describe the perimeter of such sector or zone, using, whenever possible, street names or road names or numbers, as the case may be;

(b) the right of electors who are property-owners qualified to vote on the by-law to demand, at a public meeting called for that purpose, that the by-law be submitted to a poll, the number of such persons required in order that a poll be held and that, failing such number, the by-law will be deemed to have been approved by them;

(c) the place, date and time of the public meeting.

A public meeting of the electors who are property-owners shall be held between seven and ten o'clock in the evening, at the place and on the day fixed by the council, not later than the twenty-fifth day following the passing of the by-law and after not less than five clear days following the date of publication of the notice provided for in the preceding paragraph.

The secretary-treasurer, acting as secretary of the meeting, shall read the repealing or amending by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. Two hours after the end of the reading of the by-law, it is deemed to have received the approval of the electors who are property-owners qualified to vote, unless the number of such persons

personnes présentes ayant demandé la tenue d'un scrutin ne soit:

a) d'au moins treize, plus dix pour cent du nombre des électeurs propriétaires habiles à voter en excédent des vingt-cinq premiers, lorsque ces électeurs sont plus de vingt-cinq;

b) d'au moins la majorité, si les électeurs propriétaires habiles à voter sont vingt-cinq ou moins.

Si le vote est demandé, le président de l'assemblée fixe le jour du scrutin à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs. Dans le calcul d'un pourcentage pour les fins du présent alinéa, toute fraction ou décimale compte pour une unité et il ne doit être tenu compte que des électeurs propriétaires habiles à voter sur le règlement le jour de son adoption par le conseil.

Au cas de votation, elle a lieu à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 387a à 387l. Seuls sont admis à voter sur le règlement d'abrogation ou de modification, ou sur la partie d'un règlement relative à telle abrogation ou modification, les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la municipalité ou, selon le cas, dans la zone ou le secteur affecté par ledit règlement ou ladite partie du règlement, sous réserve du septième alinéa.

Les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation au secrétaire-trésorier, dans les cinq jours qui suivent la date de publication d'un avis public adressé à ces personnes, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre. Le secrétaire-trésorier doit publier cet avis au moins cinq jours francs avant la date de publication de l'avis prévu au troisième alinéa. Cet avis doit faire mention du droit de ces personnes d'être présentes à l'assemblée publique, de demander la tenue d'un scrutin et de voter sur le

present who have requested that a poll be held is:

(a) not less than thirteen, plus ten per cent of the number of electors who are property-owners qualified to vote in excess of the first twenty-five, when the number of such electors is more than twenty-five;

(b) not less than the majority, if the number of electors who are property-owners qualified to vote is twenty-five or less.

If a vote is demanded, the chairman of the meeting shall fix a suitable date within forty days of such meeting as polling day; in the opposite case, the by-law is deemed to have been approved by the electors. In computing a percentage for the purposes of this paragraph, any fraction or decimal shall count as one unit and only the electors who are property-owners qualified to vote on the by-law on the day of its adoption by the council are to be taken into consideration.

If there is a poll, it shall be held on the date fixed by the chairman of the meeting of electors and in accordance with the procedure prescribed by articles 387a to 387l. The only persons permitted to vote on the repealing or amending by-law or on the portion of the by-law respecting such repeal or amendment are the electors who are the owners of immovables situated in the municipality or, as the case may be, in the zone or sector affected by the said by-law or the said portion of a by-law, subject to the seventh paragraph.

The owners of immovables situated in a zone or sector adjacent to that affected by the by-law or portion of a by-law in question shall also be permitted to vote, upon presentation to the secretary-treasurer, within the five days following the date of publication of a public notice addressed to such persons, of a petition signed by at least twelve electors who are property-owners in the adjacent zone or sector in question or by the majority of them if their number is less than twenty-four. The secretary-treasurer must publish such notice at least five clear days before the date of publication of the notice provided for in the third paragraph. Such notice must mention the right of such persons to be present at the public meeting, to demand that a poll be held and to vote

règlement, le cas échéant, ainsi que de la manière d'exercer ces droits; il doit également contenir les particularités faisant l'objet du sous-paragraphe *a* du troisième alinéa.

Le présent article a effet à l'encontre de toute disposition inconciliable d'une loi spéciale, sauf pour les cas où cette disposition dispense de l'approbation des personnes visées aux sixième et septième alinéas et qui sont habiles à voter. »

C.m., a.
392c,
mod.

21. L'article 392c dudit code, édicté par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session), est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 2, du mot « dix » par le mot « trente ».

Id., a.
392f,
mod.

22. L'article 392f dudit code, édicté par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session), et modifié par l'article 2 du chapitre 46 et l'article 7 du chapitre 81 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, partout où ils se rencontrent dans le paragraphe *g*, des mots « cinq pour cent » par les mots « dix pour cent »;

b) par l'addition, à la fin du paragraphe *l*, de l'alinéa suivant:

« Le propriétaire qui procède ou qui fait procéder à la démolition de son immeuble pendant que celui-ci est sous le coup de l'interdiction prévue au premier alinéa est passible d'une amende n'excédant pas \$25,000. »

Id., a.
392g, aj.

23. L'article suivant est ajouté après l'article 392f dudit code:

« **392g.** Sur requête de la corporation municipale présentée même en cours d'instance, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où est situé un bâtiment visé aux paragraphes *a*, *b* ou *c* peut:

a) enjoindre au propriétaire d'un bâtiment dont la construction n'est pas faite ou n'a pas été faite conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 392a, de procéder à la démolition de ce bâtiment dans le délai qu'il fixe et or-

on the by-law, where such is the case, as well as the manner in which such rights may be exercised; it must also contain the particulars provided in subparagraph *a* of the third paragraph.

This article shall have effect despite any inconsistent provision of a special act, except when such a provision grants exemption from the approval of the persons contemplated in the sixth and seventh paragraphs who are qualified to vote."

M.C., a.
392c, am.

21. Article 392c of the said Code, enacted by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session), is amended by replacing the word "ten" in the sixth line of paragraph 2 by the word "thirty".

Id., a.
392f, am.

22. Article 392f of the said Code, enacted by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session), and amended by section 2 of chapter 46 and by section 7 of chapter 81 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by replacing the words "five per cent" wherever they appear in paragraph *g* by the words "ten per cent";

(b) by adding, at the end of paragraph *l*, the following:

"The property-owner who proceeds to demolish his immovable or to cause it to be demolished while it is under the prohibition provided for in the first paragraph is liable to a fine not exceeding \$25,000."

Id., a.
392g,
added.

23. The following article is added after article 392f of the said Code:

"**392g.** Upon a motion by the municipal corporation presented even in the course of proceedings, a judge of the Superior Court sitting in the district where the building contemplated in paragraph *a*, *b* or *c* is situated may:

(a) order the owner of a building the construction of which is not or was not carried out in conformity with the by-laws adopted under article 392a, to proceed to the demolition of such building within the delay fixed by the judge and prescribe

donner qu'à défaut de ce faire dans ce délai, la corporation pourra procéder à cette démolition aux frais du propriétaire du bâtiment;

b) enjoindre au propriétaire ou à toute personne ayant la garde d'un bâtiment qui est dans un état tel qu'il peut mettre en danger des personnes, d'exécuter les travaux requis pour assurer la sécurité de telles personnes ou, s'il n'existe pas d'autre remède utile et si le propriétaire a été mis en cause, de procéder à la démolition du bâtiment dans le délai qu'il fixe et ordonner qu'à défaut de ce faire dans ce délai, la corporation pourra exécuter ces travaux ou procéder à cette démolition aux frais du propriétaire du bâtiment. En cas d'urgence exceptionnelle, le juge peut autoriser la corporation à exécuter ces travaux ou à procéder à cette démolition sur-le-champ et la corporation peut en réclamer le coût du propriétaire;

c) rendre toute ordonnance visée au paragraphe *b*, suivant la procédure qui y est prévue, lorsqu'un bâtiment a perdu la moitié de sa valeur soit par vétusté, soit à la suite d'un incendie ou d'une explosion.

Lorsque le propriétaire d'un bâtiment ou la personne qui en a la garde est inconnu, introuvable ou incertain, le juge peut autoriser la corporation à procéder sur-le-champ à la démolition, selon qu'il s'agit d'un cas visé par le paragraphe *a*, ou à exécuter les travaux ou à procéder sur-le-champ à la démolition selon qu'il s'agit d'un cas visé par le paragraphe *b*. Dans chaque cas, la corporation peut réclamer le coût du propriétaire du bâtiment si elle vient à le connaître ou à le trouver.

Le coût des travaux de démolition, de réparation, d'altération et de construction encouru par une corporation municipale dans l'exercice des pouvoirs faisant l'objet du présent article et imputable au propriétaire du bâtiment en vertu de ce même article constitue contre la propriété une charge assimilable à une taxe foncière et est recouvrable de la même manière. »

that if he fails to do so within such delay, the corporation will have authority to proceed to such demolition at the cost of the owner of the building;

(b) order the owner or any person having custody of a building that is in such a condition that it might endanger persons, to carry out the work required to ensure the safety of such persons or, if there is no other useful remedy and if the owner has been impleaded, to proceed to the demolition of the building within the delay fixed by the judge and prescribe that if he fails to do so within such delay, the corporation will have authority to carry out such work or to proceed to such demolition at the cost of the owner of the building. In case of exceptional urgency, the judge may authorize the corporation to carry out such work or to proceed to such demolition immediately and claim the cost from the owner;

(c) make any order contemplated in paragraph *b*, according to the procedure provided therein, when a building has depreciated by one-half either due to decrepitude or following a fire or an explosion.

When the owner of a building or the person having custody thereof is unknown, untraceable or of doubtful identity, the judge may authorize the corporation to proceed immediately to demolish it, in a case contemplated in subparagraph *a*, or to carry out the work or proceed immediately to demolish it in a case contemplated in subparagraph *b*. In every case, the corporation may claim the cost from the owner of the building if and when he is found or becomes known.

The cost of the demolition, repair, alteration and construction work incurred by the municipal corporation in the exercise of the powers provided by this article and imputable to the owner of the building by virtue of this article, constitutes an encumbrance on the property comparable to a real estate tax and is recoverable in the same manner."

C.m., sec.
VIIA, a.
398a, aj.

24. La section et l'article suivants sont ajoutés après l'article 398 dudit code:

24. The following section and article are added after article 398 of the said Code:

M.C., Sec.
VIIA, a.
398a, added.

« SECTION VII A

« DE L'AIDE AU TRANSPORT EN COMMUN

« **398a.** Toute corporation locale peut, par règlement, accorder à une compagnie ou personne détenant un permis de la Commission des transports du Québec pour l'exploitation d'un service d'autobus dans la municipalité, une subvention annuelle dont le montant ne doit pas excéder le pourcentage budgétaire approuvé préalablement par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale du Québec. Cette approbation est valable aussi longtemps qu'elle n'est pas révoquée. »

C.m., a.
408, mod.

25. L'article 408 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 82 des lois de 1919/1920, l'article 25 du chapitre 48 des lois de 1921, l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1926, l'article 11 du chapitre 74 des lois de 1927, l'article 14 du chapitre 94 des lois de 1928, l'article 15 du chapitre 103 des lois de 1930, l'article 6 du chapitre 114 et l'article 1 du chapitre 116 des lois de 1930/1931, l'article 5 du chapitre 103 des lois de 1931/1932, l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1934, l'article 2 du chapitre 24 et l'article 5 du chapitre 108 des lois de 1935, l'article 2 du chapitre 100 des lois de 1937, l'article 14 du chapitre 69 des lois de 1941, l'article 2 du chapitre 48 des lois de 1943, l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1944, l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1946, l'article 63 du chapitre 59 des lois de 1949, l'article 4 du chapitre 42 des lois de 1955/1956, l'article 32 du chapitre 86 des lois de 1968, l'article 136 du chapitre 49 des lois de 1972 et l'article 91 du chapitre 38 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le retranchement des sous-paragraphes *b*, *c* et *e* du paragraphe 3;

b) par le remplacement du second alinéa du paragraphe 5 par le suivant:

« Un tel règlement ne requiert aucune approbation. Nonobstant l'article 369, un règlement ou quelque disposition d'un règlement adopté en vertu du présent paragraphe 5 et entré en vigueur avant le 27

"SECTION VII A

"ASSISTANCE FOR PUBLIC TRANSPORTATION

"**398a.** Any local corporation may, by by-law, grant to a company or person holding a permit from the Québec Transport Commission for the operation of a bus service in the municipality, an annual subsidy of an amount not to exceed the percentage of the budget previously approved by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission. Such approval shall be valid until it is revoked."

25. Article 408 of the said Code, amended by section 2 of chapter 82 of the statutes of 1919/1920, by section 25 of chapter 48 of the statutes of 1921, by section 1 of chapter 69 of the statutes of 1926, by section 11 of chapter 74 of the statutes of 1927, by section 14 of chapter 94 of the statutes of 1928, by section 15 of chapter 103 of the statutes of 1930, by section 6 of chapter 114 and by section 1 of chapter 116 of the statutes of 1930/1931, by section 5 of chapter 103 of the statutes of 1931/1932, by section 1 of chapter 85 of the statutes of 1934, by section 2 of chapter 24 and section 5 of chapter 108 of the statutes of 1935, by section 2 of chapter 100 of the statutes of 1937, by section 14 of chapter 69 of the statutes of 1941, by section 2 of chapter 48 of the statutes of 1943, by section 3 of chapter 46 of the statutes of 1944, by section 6 of chapter 55 of the statutes of 1946, by section 63 of chapter 59 of the statutes of 1949, by section 4 of chapter 42 of the statutes of 1955/1956, by section 32 of chapter 86 of the statutes of 1968, by section 136 of chapter 49 of the statutes of 1972 and by section 91 of chapter 38 of the statutes of 1973, is again amended:

M.C., a.
408, am.

(a) by striking out subparagraphs *b*, *c* and *e* of paragraph 3;

(b) by replacing the second paragraph of paragraph 5 by the following:

"Such a by-law requires no approval. Notwithstanding article 369, a by-law or any provision of a by-law adopted under this paragraph 5 which came into force before 27 June 1975 may be replaced or

juin 1975 peut être abrogé ou modifié sans approbation. » amended without approval."

C.m., a.
410, remp.

26. L'article 410 dudit code, modifié par l'article 7 du chapitre 55 des lois de 1946, est remplacé par le suivant :

« **410.** Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements :

1. Pour ouvrir, clore, orner, améliorer et entretenir à ses frais, des carrés, parcs ou places publiques propres à contribuer à la santé et au bien-être des habitants de la municipalité;

2. Pour établir, aménager, maintenir et améliorer des centres de loisirs et des terrains de jeux ou pour aider à leur établissement; et aussi, pour conclure des ententes avec toute corporation scolaire, institution d'enseignement ou toute autorité religieuse pour établir, aménager, maintenir et améliorer en commun des centres de loisirs et des terrains de jeux et déterminer la part contributive de chacune des parties à de telles ententes. »

Id., a.
628a, aj.

27. Ledit code est modifié en insérant après l'article 628, le suivant :

« **628a.** Toute corporation municipale peut, par règlement, déterminer les garanties que doit donner toute personne à la demande de laquelle elle décrète l'exécution de travaux municipaux en vue de la réalisation de nouvelles constructions sur les terrains faisant l'objet de la demande. »

Id., a.
681a, aj.

28. L'article suivant est ajouté après l'article 681 dudit code :

« **681a.** Chaque année, avant le 31 décembre, le conseil de comté doit faire l'estimation de ses dépenses et de ses revenus pour l'année financière qui suit et le secrétaire-trésorier doit faire tenir copie de ces estimations à chaque corporation locale, avec une prévision de la répartition qui sera imposée à chacune d'entre elles en vertu de l'article 682. »

Id., a.
682, mod.

29. L'article 682 dudit code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « avant le quinze mai de chaque année ou à toute autre époque fixée

26. Article 410 of the said Code, amended by section 7 of chapter 55 of the statutes of 1946, is replaced by the following:

M.C., a.
410, re-
placed.

« **410.** Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To open, enclose, embellish, improve and maintain, at its expense, squares, parks or public places of a nature to conduce to the health and well-being of the inhabitants of the municipality;

2. To establish, equip, maintain and improve recreation centres and playgrounds or to contribute to their establishment; and also, to enter into agreements with any school corporation, teaching establishment or religious authority to jointly establish, equip, maintain and improve recreation centres and playgrounds and determine the contributory share of each party to such agreements." »

27. The said Code is amended by inserting after article 628, the following :

Id., a.
628a, added.

« **628a.** Any municipal corporation may, by by-law, determine the guarantees to be given by any person at whose request it orders the execution of municipal work related to the erection of a new structure on the land concerned in the request." »

28. The following article is added after article 681 of the said Code :

Id., a.
681a, added.

« **681a.** Every year before 31 December, the county council must make an estimate of its expenses and income for the next fiscal year and the secretary-treasurer must forward a copy of such estimate to every local corporation together with an estimate of the apportionment which is to be imposed on every local corporation under article 682." »

29. Article 682 of the said Code is amended by replacing the words "before the fifteenth day of May in each year, or at any other time fixed by the council"

Id., a.
682, am.

par le conseil, » par les mots « avant le premier mars de chaque année, ».

in the first paragraph by the words "before 1 March every year".

C.m., a.
687, mod.

30. L'article 687 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 59 des lois de 1937, l'article 9 du chapitre 74 des lois de 1950, l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1968 et l'article 39 du chapitre 86 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, en tout temps avant le début de l'expédition des comptes de taxes, le conseil peut, autant de fois qu'il le juge opportun, décréter par résolution un taux d'intérêt différent du taux prévu au premier alinéa. La décision du conseil ne vaut que quant aux taxes faisant l'objet du compte qui fait clairement état du taux ainsi décrété. La résolution du conseil reste en vigueur tant qu'elle n'a pas été révoquée. »

30. Article 687 of the said Code, amended by section 2 of chapter 59 of the statutes of 1937, by section 9 of chapter 74 of the statutes of 1950, by section 2 of chapter 85 of the statutes of 1968 and by section 39 of chapter 86 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the second paragraph by the following :

"However, any time before the tax accounts begin to be sent out, the council, as often as it considers it expedient, may, by resolution, enact a rate of interest different from the rate provided in the first paragraph. The decision of the council shall be effective only with respect to taxes shown in an account clearly stating the rate thus enacted. The resolution of the council shall remain in force until it is revoked."

M.C., a.
687, am.

Id., a.
716, mod.

31. L'article 716 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 101 des lois de 1937 et l'article 12 du chapitre 71 des lois de 1949, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Le secrétaire-trésorier, dès que le rôle de perception est complété, donne un avis public dans lequel il annonce que le rôle général de perception ou le rôle spécial, suivant le cas, est déposé à son bureau et qu'il sera procédé à l'envoi des comptes de taxes dans le délai imparti. »

31. Article 716 of the said Code, amended by section 1 of chapter 101 of the statutes of 1937 and by section 12 of chapter 71 of the statutes of 1949, is amended by replacing the first paragraph by the following :

"The secretary-treasurer, upon completion of the collection roll, gives public notice by which he announces that the general collection roll or the special roll, as the case may be, is deposited at his office and that the tax accounts shall be sent within the allotted delay."

Id., a.
716, am.

Id., a.
717, mod.

32. L'article 717 dudit code, modifié par l'article 17 du chapitre 94 des lois de 1928 et remplacé par l'article 7 du chapitre 46 des lois de 1944 est modifié :

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Dans les soixante jours qui suivent celui où l'avis de dépôt du rôle a été donné, le secrétaire-trésorier transmet par la poste, à toute personne inscrite à ce rôle, une demande de paiement des taxes. Celles-ci sont payables dans les trente jours qui suivent la mise à la poste de cette demande de paiement. » ;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

32. Article 717 of the said Code, amended by section 17 of chapter 94 of the statutes of 1928 and replaced by section 7 of chapter 46 of the statutes of 1944, is amended :

(a) by replacing the first paragraph by the following :

"Within sixty days following that whereon notice of the deposit of the roll is given, the secretary-treasurer shall mail a demand for payment of the taxes to every person entered on the roll. Such taxes are payable within thirty days following the mailing of the said demand for payment."

(b) by replacing the third paragraph by the following :

Id., a.
717, am.

« Toutefois, l'envoi des comptes de taxes foncières générales municipales demeure sujet à l'article 25 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50). »

“However, the mailing of the accounts for the municipal general real estate taxes remains subject to section 25 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50).”

C.m., a.
718, mod.

33. L'article 718 dudit Code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « quinze » par le mot « trente ».

33. Article 718 of the said Code is amended by replacing the word “fifteen” in the first line by the word “thirty”. M.C., a.
718, am.

Id., a.
730a, aj.

34. L'article suivant est ajouté après l'article 730 dudit code:

34. The following article is added after article 730 of the said Code: Id., a.
730a, added.

« **730a.** Le secrétaire-trésorier doit aussi, dans le délai prévu à l'article 729, par lettre recommandée, aviser de la date et du lieu de cette vente chaque personne dont la propriété doit être vendue et dont le nom apparaît au rôle d'évaluation alors en vigueur, en regard de cet immeuble.

“**730a.** The secretary-treasurer must also, by registered letter, within the delay provided in article 729, notify, of the date and place of such sale, each person whose property is to be sold and whose name appears on the valuation roll then in force with respect to such immovable.

Si cette personne n'a pas de domicile connu au Québec, la formalité de l'avis n'est pas nécessaire. »

If such person has no known domicile in the province of Québec, the formality of the notice shall not be necessary.”

Id., a.
758, mod.

35. L'article 758 dudit code, remplacé par l'article 19 du chapitre 60 des lois de 1917/1918, modifié par l'article 29 du chapitre 48 des lois de 1921, l'article 7 du chapitre 34 des lois de 1926, l'article 19 du chapitre 94 des lois de 1928, l'article 6 du chapitre 51 des lois de 1937, l'article 21 du chapitre 69 des lois de 1941 et par l'article 9 du chapitre 69 des lois de 1942 et remplacé par l'article 10 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session), est modifié par le remplacement des paragraphes 3 à 8 par les suivants:

35. Article 758 of the said Code, replaced by section 19 of chapter 60 of the statutes of 1917/1918, amended by section 29 of chapter 48 of the statutes of 1921, by section 7 of chapter 34 of the statutes of 1926, by section 19 of chapter 94 of the statutes of 1928, by section 6 of chapter 51 of the statutes of 1937, by section 21 of chapter 69 of the statutes of 1941 and by section 9 of chapter 69 of the statutes of 1942 and replaced by section 10 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session), is amended by replacing paragraphs 3 to 8 by the following: Id., a.
758, am.

« 3. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le trentième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins dix jours francs donné par le secrétaire-trésorier.

“3. Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the thirtieth day after the date of the passing of the by-law, after the secretary-treasurer has given a notice of convocation of at least ten clear days.

« 4. L'avis public doit mentionner:

“4. The public notice must mention:

a) le numéro, le titre et l'objet du règlement ainsi que la date de son adoption par le conseil; en outre, lorsque le règlement impose une taxe spéciale sur les immeubles d'un secteur ou d'une zone de la municipalité à l'exclusion de tous les autres ou de quelques autres, l'avis doit clairement décrire le périmètre de ce secteur ou de cette zone en utilisant, pour autant que

(a) the number, the title and the object of the by-law and the date of its adoption by the council; in addition, when the by-law imposes a special tax on the immovables of one sector or zone of the municipality, excluding all or some other zones or sectors, the notice must clearly describe the perimeter of such sector or zone, using, whenever possible, street names or road

faire se peut, le nom des rues ou les noms ou numéros des chemins, selon le cas;

b) le droit pour les électeurs propriétaires d'immeubles imposables de demander, au cours d'une assemblée publique convoquée à cet effet, que le règlement fasse l'objet d'un scrutin, le nombre requis de ces personnes pour qu'un scrutin ait lieu et qu'à défaut de ce nombre, le règlement sera réputé approuvé par elles;

c) l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée publique.

« 5. L'assemblée publique est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un conseiller.

« 6. Le secrétaire-trésorier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement.

« 7. Après l'écoulement de deux heures suivant la lecture du présent article et du règlement, ce dernier est réputé avoir reçu l'approbation des électeurs propriétaires d'immeubles imposables, à moins que le nombre de ces personnes présentes ayant demandé la tenue d'un scrutin ne soit:

a) d'au moins treize, plus dix pour cent du nombre des électeurs propriétaires d'immeubles imposables en excédent des vingt-cinq premiers, lorsque ceux-ci sont plus de vingt-cinq;

b) d'au moins la majorité, si les électeurs propriétaires d'immeubles imposables sont vingt-cinq ou moins. Dans le calcul d'un pourcentage pour les fins du présent paragraphe, toute fraction ou décimale compte pour une unité et il ne doit être tenu compte que des électeurs propriétaires habiles à voter sur le règlement le jour de son adoption par le conseil et sous réserve, s'il y a lieu, de l'article 774a.

« 8. Lorsque le vote n'est pas demandé à l'assemblée publique prévue au présent article, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs, même dans le cas des articles 771 et 774a; si le vote a lieu et que la corporation tombe dans l'un des cas prévus aux articles 771 et 774a, le règlement doit faire l'objet d'un vote suivant les proportions édictées à l'article 771 ou, selon le cas, à l'article 774a.

names or numbers, as the case may be;

(b) the right of electors who are property-owners of taxable immovables to demand, at a public meeting called for that purpose, that the by-law be submitted to a poll, the number of such persons required in order that a poll be held and that, failing such number, the by-law will be deemed to have been approved by them;

(c) the place, date and time of the public meeting.

“5. The public meeting shall be presided by the mayor or the pro-mayor or, if they are absent, by a councillor.

“6. The secretary-treasurer, acting as secretary of the meeting, shall read this article and the by-law and submit the latter to the electors present who are qualified to vote on such by-law.

“7. Two hours after the end of the reading of this article and the by-law, the latter is deemed to have received the approval of the electors who are owners of taxable immovables unless the number of such persons present who have requested that a poll be held is:

(a) not less than thirteen, plus ten per cent of the number of electors who are owners of taxable immovables in excess of the first twenty-five when the number of such electors is more than twenty-five;

(b) not less than the majority, if the number of electors who are owners of taxable immovables is twenty-five or less. In computing a percentage for the purposes of this paragraph, any fraction or decimal shall count as one unit and only the electors who are property-owners qualified to vote on the by-law on the day of its adoption by the council are to be taken into consideration, subject, as the case may be, to article 774a.

“8. When a poll is not demanded at the public meeting provided for in this article, the by-law is deemed to have been approved by the electors, even in the case of articles 771 and 774a; if a poll is held and if the corporation is then placed in one of the situations provided for in articles 771 and 774a, the by-law must be voted on according to the proportions enacted in article 771, or as the case may be, article 774a.

« 9. Nonobstant quelque disposition incconciliable du présent code, la corporation de comté peut, par règlement ne requérant que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, décréter, pour fins de comté, tout emprunt à long terme dont le capital ajouté au solde en capital des autres emprunts contractés par la même corporation en vertu du présent paragraphe n'exécède pas \$50,000. »

"9. Notwithstanding any inconsistent provision of this Code, the county corporation may, by by-law requiring no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and that of the Québec Municipal Commission, prescribe, for county purposes, any long term loan the capital of which, when added to the capital balance of the other loans contracted by the same corporation under this paragraph, does not exceed \$50,000."

C.m., a.
760, mod.

36. L'article 760 dudit code, remplacé par l'article 2 du chapitre 104 des lois de 1930, est modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, des mots suivants: « Cependant, la signature du chef du conseil peut être imprimée, lithographiée ou gravée sur l'obligation. »

36. Article 760 of the said Code, replaced by section 2 of chapter 104 of the statutes of 1930, is amended by adding, at the end of the third paragraph, the following words: "However, the signature of the head of the council may be printed, lithographed or engraved on the bond."

M.C., a.
760, am.

Id., a.
769a,
remp.

37. L'article 769a dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 80 des lois de 1922 (1^{re} session), remplacé par l'article 21 du chapitre 103 des lois de 1930 et l'article 3 du chapitre 55 des lois de 1931/1932, modifié par l'article 8 du chapitre 51 des lois de 1937, l'article 7 du chapitre 54 des lois de 1966/1967, l'article 11 du chapitre 82 des lois de 1969 et remplacé par l'article 1 du chapitre 64 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par les suivants:

37. Article 769a of the said Code, enacted by section 12 of chapter 80 of the statutes of 1922 (1st session), replaced by section 21 of chapter 103 of the statutes of 1930 and by section 3 of chapter 55 of the statutes of 1931/1932, amended by section 8 of chapter 51 of the statutes of 1937, by section 7 of chapter 54 of the statutes of 1966/1967 and by section 11 of chapter 82 of the statutes of 1969 and replaced by section 1 of chapter 64 of the statutes of 1970, is again replaced by the following:

Id., a.
769a,
replaced.

« **769a.** Nonobstant les articles 369 et 389a, le conseil peut, par simple résolution qui ne requiert que l'approbation de la Commission municipale du Québec, modifier un règlement d'emprunt avant la vente des billets ou obligations dont il autorise l'émission, pourvu que les modifications ne changent pas l'objet de l'emprunt et qu'elles n'augmentent pas la charge des contribuables sauf si cette augmentation est causée par la majoration du taux de l'intérêt ou par la réduction de la période de remboursement.

"**769a.** Notwithstanding articles 369 and 389a, the council may, by mere resolution requiring only the approval of the Québec Municipal Commission, amend a loan by-law before the sale of notes and bonds the issue of which it authorizes, provided that such amendments do not change the object of the loan and that they do not increase the burden on the ratepayers unless such increase is caused by the increase of the rate of interest or by the shortening of the term of repayment.

« **769b.** Le conseil peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation de la Commission municipale du Québec, modifier un règlement d'emprunt en vertu duquel des billets ou obligations ont été émis et, notamment, y remplacer toute taxe spéciale pour en imposer une ou des

"**769b.** The council may, by by-law requiring only the approval of the Québec Municipal Commission, amend a loan by-law under which notes and bonds have been issued and, in particular, replace any special tax with one or more new ones, provided that such amendments do not

nouvelles, pourvu que ces modifications ne changent pas l'objet de l'emprunt, qu'elles n'augmentent pas le montant de l'emprunt et qu'elles ne réduisent pas la garantie des détenteurs des billets ou obligations émis en vertu de ce règlement.

Un tel règlement doit, au moins trente jours avant qu'il ne soit soumis à la Commission, être publié selon la procédure prévue pour la publication des avis publics, avec un avis mentionnant que toute personne qui désire s'opposer à l'approbation du règlement doit en informer la Commission par écrit au cours de ces trente jours. Après l'expiration de cette période, la Commission enquête sur le bien-fondé du règlement et, si elle a reçu des oppositions, elle doit donner aux opposants l'occasion de se faire entendre.

Si la taxe spéciale que le conseil désire remplacer a été imposée en vertu d'une résolution d'emprunt, il procède alors par résolution et le deuxième alinéa s'applique, *mutatis mutandis*, à l'approbation de celle-ci par la Commission.

« **769c.** Les articles 769a et 769b s'appliquent à tout règlement et à toute résolution d'emprunt, quelle que soit la loi en vertu de laquelle ils ont été adoptés. »

C.m., a.
772,
remp.

38. L'article 772 dudit code est remplacé par le suivant :

« **772.** Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la corporation de toute perte ou dommage subi par elle, le membre d'un conseil qui, soit verbalement, soit par écrit, par son vote ou tacitement, autorise la corporation à contracter ou contracte au nom de celle-ci un emprunt excédant le montant approuvé ou un emprunt non revêtu de l'une quelconque des approbations prévues au présent titre, lorsque telle approbation est requise par la loi; ou

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique à tout fonctionnaire de la corporation qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile; celle en

change the object of the loan, do not increase the amount of the loan and do not reduce the security of the holders of the notes or bonds issued under such by-law.

Such a by-law must, at least thirty days before it is submitted to the Commission, be published in accordance with the procedure prescribed for the publication of public notices, with a notice stating that any person wishing to object to the approval of the by-law must so inform the Commission in writing within such thirty days. After the expiry of such period, the Commission shall inquire into the merits of the by-law and, if it has received objections, it must give the persons having the objections an opportunity to be heard.

If the special tax which the council wishes to replace has been imposed under a loan resolution, it then proceeds by resolution and the second paragraph applies *mutatis mutandis* to the approval thereof by the Commission.

« **769c.** Articles 769a and 769b apply to every loan by-law or loan resolution, whatever the act under which it was passed. »

38. Article 772 of the said Code is replaced by the following:

M.C., a.
772,
replaced.

« **772.** The member of a council who, either orally or in writing, by his vote or tacitly, authorizes the corporation to make, or makes on its behalf, a loan exceeding the approved amount or a loan which has not received one or another of the approvals contemplated in this title, when such approval is required by law, may be declared disqualified to hold any municipal office for two years and may be held personally liable towards the corporation for any loss or damage suffered by it.

The liability provided in the first paragraph is joint and several and it applies to every officer of the corporation who knowingly is a party to the unlawful act.

Proceedings for the declaration of disqualification shall be taken in accordance with articles 838 to 843 of the Code of

réparation de perte ou de dommage, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours. »

C.m., a.
784a,
mod.

39. L'article 784a dudit code, édicté par l'article 10 du chapitre 81 des lois de 1974, est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« 5. Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la corporation de toute perte ou dommage subi par elle, le membre d'un conseil qui, soit verbalement, soit par écrit, par son vote ou tacitement, autorise:

a) la constitution d'un fonds de roulement, sa dotation en capital, ou un emprunt à ce fonds, pour un montant excédant le montant approuvé ou alors que l'une ou l'autre de ces opérations n'est pas revêtue de l'une quelconque des approbations prévues au présent article, lorsque telle approbation est requise par la loi; ou

b) le placement des deniers constituant ce fonds autrement qu'en la manière prescrite au paragraphe 3 du présent article.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique à tout fonctionnaire de la corporation qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile; celle en réparation de perte ou de dommage, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours. »

Effet de
a. 3.

40. L'article 3 a effet depuis le 1^{er} janvier 1975.

Approba-
tion de
tarif.

41. Tout tarif établi ou modifié par le conseil suivant l'article 171 du Code municipal doit, jusqu'à la publication du décret visé à l'article 11 de la présente loi, être approuvé par le ministre des affaires municipales.

Entrée en
vigueur
(31 oct.
1975,
G.O.
p. 5465).

42. Les articles 20 et 35 de la présente loi entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur.

43. Sous réserve de l'article 42, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Civil Procedure; those for indemnity for loss or damages, by ordinary action. Any ratepayer may exercise such recourses."

39. Article 784a of the said Code, enacted by chapter 81 of the statutes of 1974, is amended by adding the following paragraph:

"(5) The member of a council who, either orally or in writing, by his vote or tacitly, authorizes:

(a) the constitution of a working fund, its capital endowment, or a loan to such fund, for an amount exceeding the approved amount or while any such operation has not received one or another of the approvals contemplated in this article, when such approval is required by law; or

(b) the investment of the moneys constituting such fund otherwise than in the manner prescribed in paragraph 3 of this article,

may be declared disqualified to hold any municipal office for two years and may be held personally liable towards the corporation for any loss or damage suffered by it.

The liability provided in the first paragraph is joint and several and it applies to every officer who knowingly is a party to the unlawful act.

Proceedings for the declaration of disqualification shall be taken in accordance with articles 838 to 843 of the Code of Civil Procedure; those for indemnity for loss or damages, by ordinary action. Any ratepayer may exercise such recourses."

40. Section 3 has effect from 1 January 1975.

41. Any tariff established or amended by the council in accordance with article 171 of the Municipal Code must, until publication of the decree contemplated in section 11 of this act, be approved by the Minister of Municipal Affairs.

42. Sections 20 and 35 of this act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

43. Subject to section 42, this act shall come into force on the day of its sanction.

M.C., a.
784a, am.

Effect of
s. 3.

Approval
of tariff.

Coming
into force
(31 Oct.
1975,
G.O.
p. 5465).

Coming
into force.